

## INSPIRATIONS ET IMPACT DU MOUVEMENT SOLIDARNOSC DANS LES PAYS DE LA MOUVANCE SOVIETIQUE

Sous prétexte de souligner la spécificité et l'importance du mouvement Solidarnosc, il serait excessif de prendre à la lettre l'affirmation selon laquelle « tout a commencé à Gdansk en août 1980 » ; autrement dit, de laisser entendre que le harcèlement du totalitarisme communiste par la société civile a débuté à Gdansk, durant l'été 1980. Il s'agit plutôt d'une relance exceptionnelle d'un processus qui avait commencé en Pologne et dans les autres pays du Bloc soviétique bien avant 1980.

L'idée majeure de créer une opposition non violente, fondée sur le respect des lois et des droits de l'Homme, déjà prônée par Gandhi, se diffuse très tôt dans l'« empire soviétique », et se concrétise, dès novembre 1965, lorsque quelques intellectuels russes osent exiger la publicité pour le procès intenté aux deux écrivains Andreï Siniavski et Youri Daniel. Durant ces années, se forme à Moscou un groupuscule dénommé « Résistance » dont Vladimir Boukovski définit l'esprit en ces termes : « C'était, écrit-il, la venue au monde de cette étonnante FRATERNITE<sup>1</sup>, plus tard baptisé 'Mouvement' dans laquelle il n'y avait ni dirigeants, ni dirigés, où l'on ne répartissait pas les rôles, où l'on ne cherchait à enrôler ni à endoctriner quiconque »<sup>2</sup>. Comment ne pas voir un lien direct entre cette « fraternité » et « Solidarité » créé quelque vingt ans plus tard ?

Un autre vecteur essentiel du mouvement polonais de 1980 : la grève, n'était pas, non plus, inconnu dans l'univers soviétique, même s'il était rare et très dangereux. La grève avait été l'arme des prisonniers du Goulag, au début des années cinquante, dans les camps de Norilsk, Kenguir, Vorkouta ; et celle des ouvriers de Plzen et de Berlin-Est au printemps 1953 ; de Poznan en 1956 ; de

---

<sup>1</sup> Souligné par nous

<sup>2</sup> V. Boukovsky, *Et le vent reprend ses tours...*, Robert Laffont, 1978.

Novotcherkassk en juin 1962 ; de Riga en 1975 ; de la vallée du Jiu en Roumanie en août 1977...

L'idée même de création d'un Syndicat libre n'était pas nouvelle. Elle s'était déjà affirmée, dès 1965-1966 en Ukraine, où un petit groupe de travailleurs avait tenté de se constituer autour de l'ingénieur Klebanov. A partir d'octobre 1977, le même Klebanov avait créé la première « Association du Syndicat libre de défense des travailleurs » (43 membres originaires de différentes régions. En octobre 1978, avait été annoncée à Moscou la fondation de l'« Union interprofessionnelle libre des travailleurs » (SMOT). Et en février 1979, des mineurs roumains avaient tenté de mettre en place un « Syndicat libre des travailleurs de Roumanie ».

La réelle originalité du mouvement polonais de 1980 tient surtout au fait qu'il a su, sur des bases traditionnelles de la lutte ouvrière (la non-violence, la grève, le syndicalisme libre), créer une structure rassemblant la majorité de la population d'un pays (population ouvrière, mais aussi rurale et intellectuelle), et utiliser cette structure pour miner un régime et, finalement, tout un système. Une telle performance –jamais atteinte jusque-là- s'explique par la convergence de plusieurs facteurs. D'abord, la mobilisation très précoce d'une partie de la population. Il faut rappeler que, dès 1956, la Pologne avait obtenu un statut particulier parmi les Etats communistes avec le maintien d'une petite paysannerie et d'une Eglise relativement autonome. En 1977, s'était mise en place une structure exceptionnelle de rassemblement, le KOR (Comité de Défense des personnes emprisonnées) qui réunissait les différentes composantes de la société civile. Peu après, l'Eglise fut choisie comme catalyseur de l'ensemble de l'opposition, et, par le biais de Jean-Paul II imposa une éthique de « résistance culturelle ». La société civile polonaise sut profiter de ce contexte en faisant preuve tour à tour de discipline, de patience et de courage, considérablement aiguillonnée par des élites de qualité, aussi différentes que Walesa, Mazowiecki ou Geremek. Compte tenu de cette étonnante détermination, qui s'affirme sans discontinuer de 1956 à 1980, on

n'est pas étonné de l'impact d'une telle « société en dissidence » sur les autres pays du Bloc soviétique.

\*  
\* \*

L'impact de ces événements polonais dans les autres pays communistes européens a certainement été fort, mais il est encore difficile, pour l'historien, d'en prendre une mesure exacte.

En ce qui concerne les sociétés officielles de ces pays, c'est-à-dire les partis communistes, nous disposons de plusieurs types de documents sur leurs réactions à la création de Solidarnosc : des brochures, comme celle, parue en Albanie, de Spiro Dede, *La contre-révolution dans la contre-révolution*<sup>3</sup> ; et des enregistrements du *Politburo* du Parti Communiste de l'Union Soviétique, notamment la retranscription de conversation entre Brejnev et Jaruzelski<sup>4</sup>.

Il ressort de ces documents que les événements polonais ont, bien entendu, été très pris au sérieux par les dirigeants communistes des autres pays. Derrière les déclarations officielles convenues (une poignée de contre-révolutionnaires manipulés par les impérialistes...) se cache une analyse plus réaliste. Compte tenu de l'ampleur du mouvement et de la participation massive des ouvriers, la propagande officielle hésite à qualifier Solidarnosc de mouvement réactionnaire et préfère stigmatiser « certains éléments antisocialistes qui s'y étaient glissés ». On craint fort la contagion : « Les événements de Pologne, écrit Spiro Dede, ne sont nullement un phénomène 'purement polonais'. Les causes et les facteurs fondamentaux qui ont conduit à la crise polonaise, existent au même titre, dans tous les autres pays où les révisionnistes modernes se sont emparés du pouvoir, de même qu'ils sont présents dans tout le monde

---

<sup>3</sup> Spiro DEDE, *La contre-révolution dans la contre-révolution. A propos des événements des années 1980-1983 en Pologne*, Editions 8 Nëntori, Tirana, 1983, 316 p.

<sup>4</sup> Vladimir BOUKOVSKY, *Jugement à Moscou. Un dissident dans les archives du Kremlin*, Robert Laffont, 1995, 624 p. (pp. 450-453)

capitaliste ». Youri Andropov, alors président du KGB, dans un enregistrement en date du 2 avril 1981, observe que « les événements de Pologne influent également sur la situation dans les régions occidentales de notre pays. En Biélorussie, en particulier où beaucoup de villages captent bien la radio et la télévision polonaises ».

Les dirigeants des démocraties populaires, surtout E.Honecker, réunis à Moscou en mars 1981, expriment les plus extrêmes inquiétudes devant le risque d'infection dans leurs propres pays. Ils sont très inquiets, ainsi que le Kremlin, par le lancement, au Premier congrès de Solidarnosc, d'un « Appel aux peuples d'Europe orientale ». On note, alors, dans tous les pays communistes, une surveillance accrue des médias, et un très net accroissement de la répression contre l'Eglise catholique, surtout en Tchécoslovaquie et en Lituanie où ont lieu des arrestations et des assassinats de prêtres.

On dispose, par contre, de peu de renseignements sur les réactions de la société civile des pays communistes, si ce n'est sur la fraction dissidente. Celle-ci paraît avoir accentué ses pressions sur le pouvoir. Il existe alors une concomitance –certainement pas fortuite– de manifestations contestataires dans plusieurs pays communistes d'Europe de l'Est. En Estonie, par exemple, l'automne 1980 est tendu. En septembre-octobre, à Tallin, des manifestations drainent plusieurs milliers de jeunes écoliers, de lycéens et d'étudiants, qui reprennent des slogans nationalistes ; en octobre, à Tartu, 1000 ouvriers d'une entreprise de machines agricoles se mettent en grève. Des mouvements plus explicitement liés à Solidarnosc sont signalés en Hongrie, où en août 1982, des intellectuels célèbrent le second anniversaire de la création du syndicat libre polonais. Des rencontres clandestines ont lieu entre dissidents des différents pays d'Europe centrale. Dès août 1978, une première rencontre a réuni des représentants du KOR polonais et de la Charte 77 tchécoslovaque ; en juin 1986, des leaders de Solidarnosc et de la Charte 77 s'assemblent en secret. ; en octobre 1986, un long communiqué est signé par 122 opposants de Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie et

RDA à l'occasion du trentième anniversaire de l'insurrection hongroise.

\*

\* \*

Si, donc, les événements polonais ont incontestablement marqué les sociétés officielle et civile des pays communistes voisins, doit-on leur reconnaître une influence décisive sur la désatellisation finale, survenue en 1989, dans ces mêmes Etats ? Il est évident qu'il a existé un effet d'entraînement, et que l'organisation de la « table ronde polonaise » au début de 1989 n'a pu qu'accentuer, en Europe de l'Est, la détermination des sociétés civiles des « pays frères », et affaiblir la résistance des dirigeants communistes hostiles à tout compromis. Il est, en revanche, beaucoup plus aventuré de faire du mouvement polonais un exemple, tant la situation de ce pays était exceptionnelle par rapport à ses voisins.

La société civile polonaise a pu élaborer un modèle de résistance au totalitarisme communiste fondé sur trois grands axes : une philosophie (la non violence), une tactique (le dialogue avec le Pouvoir en vue d'un compromis) et sur l'existence d'une base sociale très large (autour d'un puissant noyau ouvrier) fédérée par une force à vocation universelle, l'Eglise. Un tel « modèle » n'était pas exportable dans n'importe quel autre pays, et n'a pu servir d'inspiration que dans les Etats où existaient une minorité communiste acceptant le dialogue, et une Eglise forte capable d'unifier la société civile. Ces conditions ne furent en partie réunies qu'en Hongrie et en Lituanie. Dans les autres pays, la désatellisation, bien qu'accélérée par l'exemple polonais, prit cependant des tours bien différents qu'à Varsovie, nécessitant soit une intervention active des minorités dissidentes, comme en Tchécoslovaquie et RDA, soit l'intervention de forces extérieures aux pays, comme en Bulgarie et en Roumanie.

Jean-François Soulet  
(Université de Toulouse-Le Mirail)